

Safia CAZET



Maître de conférences en droit public à l'Université de la Réunion

Membre du Centre de recherche juridique (EA 14)

0262938473

safia.cazet@univ-reunion.fr

Cursus universitaire

2018	Habilitation à diriger les recherches soutenue à l'Université de La Réunion le 5 septembre 2018
2013-2014	Sous admissible au premier concours national d'agrégation de l'enseignement supérieur en droit public
2011	Qualification aux fonctions de Maître de conférences en droit public
2004-2008	Doctorat de droit soutenu à l'Université de La Réunion le 1er octobre 2008. Très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité. Autorisation à diffuser la thèse en l'état. Autorisation à concourir en vue de l'obtention d'un prix
2003-2004	DEA Etudes juridiques obtenu à l'Université de La Réunion. Mention bien
2002-2003	Maîtrise de Droit privé général obtenu à l'Université Bordeaux IV. Mention assez bien
2001-2002	Licence de droit obtenue à l'Université de La Réunion. Mention bien
1999-2001	DEUG de Droit obtenu à l'Université de La Réunion. Mention bien

Cursus professionnel

2011-	Maître de conférences en droit public à l'Université de La Réunion
2009-2011	Vacataire en droit public à l'Université de La Réunion
2007-2009	ATER en droit public à l'Université de La Réunion
2004-2007	Allocataire de recherche et moniteur à l'Université de La Réunion
2003-2004	Moniteur des bibliothèques en 2003-2004 à la Faculté de droit et d'économie de l'Université de La Réunion

Activités pédagogiques

2016-	Responsable pédagogique du Master 1 Droit public
Juin 2016	Membre du comité de sélection au recrutement sur le poste n° 4156 en juin 2016
2015-2016	Responsable du Master 1 Droit public Membre de la Commission de validation des acquis Participation à la Journée Portes Ouvertes sur le campus du Moufia
2013-2015	Responsable pédagogique de la Licence 2 Droit-Moufia

	<p>Responsable du Master 1 Territoire, Risque et Action publique</p> <p>Membre de la Commission de validation des acquis</p> <p>Membre du Comité stratégique des usages du numérique</p>
<i>Septembre 2013</i>	Membre du comité de sélection au recrutement sur les postes n° 4072 et n° 4073
<i>2012-2013</i>	<p>Responsable pédagogique de la Licence 2 Droit-Moufia</p> <p>Participation au Salon de l'Éducation en novembre 2012</p> <p>Participation à la Journée Portes Ouvertes sur le campus du Tampon le 28 février 2013</p>
<i>2011-2012</i>	<p>Responsable pédagogique de la Licence 2 Droit-Moufia</p> <p>Coaching de l'équipe des étudiants de Licence 2 de Droit-Moufia en vue de la Diagonale des Juristes du 19 mai 2012</p> <p>Participation à la Journée Portes Ouvertes sur le campus du Tampon le 9 février 2012</p> <p>Participation au Salon de l'Éducation le 17 novembre 2011</p> <p>Participation aux Cordées de la Réussite avec les lycéens du Lycée Le Verger à Sainte Marie</p>

Responsabilités scientifiques

<i>2018-</i>	Responsable de la chronique « Droit administratif » à la Revue juridique de l'Océan Indien (RJOI)
<i>2015- 2017</i>	<p>Responsable de la chronique « Droit administratif » à la Revue juridique de l'Océan Indien (RJOI)</p> <p>Secrétaire de rédaction de la Revue juridique de l'Océan Indien</p>
<i>2011-2015</i>	<p>Responsable de la chronique « Droit administratif » à la Revue juridique de l'Océan Indien (RJOI)</p> <p>Trésorière adjointe de la LexOI</p> <p>Secrétaire de rédaction de la Revue juridique de l'Océan Indien</p>

Activités d'enseignement

<i>2017-2018</i>	Secteur public et parapublic local	Master 2 Droit public (15h)
	Droit administratif général	Licence 2 droit (cours annuel de 84 h)
	Système juridique de l'Union	Licence 3 Droit (36 h)
<i>2016-2017</i>	Secteur public et parapublic local	Master 2 Droit public (15h)
	Droit de la responsabilité administrative	Master 1 Droit public (24h)
	Droit public économique	Licence 3 Droit (36h)

	Système juridique de l'Union	Licence 3 Droit (36 h de CM et 36h de TD)
2015-2016	Droit de la responsabilité administrative	Master 1 Droit public (24h)
	Actualité de droit public	Master 1 Droit public (2h)
	Droit public économique	Licence 3 Droit (72h- Campus nord et sud au second semestre)
	Institutions de l'Union européenne	Licence 2 Droit (30 h)
2014-2015	Droit public des affaires	Master I Droit public (30 h)
	Droit administratif	Licence 2 Droit (126 h-Campus nord et campus sud au second semestre)
	Institutions de l'Union européenne	Licence 2 Droit (24 h)
2013-2014	Droit public des affaires	Master I Droit public (30 h) Institut d'études judiciaires (10 h)
	Méthodologie de la recherche	Master 2 Territoire Risque et Action publique (5h)
	Droit administratif	Licence 2 Droit (126 h-Campus nord et campus sud au second semestre) Collège de droit (6 h)
	Institutions de l'Union européenne	Licence 2 Droit (24 h)
	Système juridique de l'Union européenne	Collège de droit L 3(4h)
2012-2013	Droit public des affaires	Master I Droit public (30 h) Institut d'études judiciaires (10 h)
	Droit administratif général	Licence 2 Droit (84 h) Collège de droit (6 h) Institut d'études judiciaires (10 h)
	Institutions de l'Union européenne	Licence 2 Droit (24 h)
	Droit communautaire matériel (TD)	Master 1 Droit public (15 h)
2011-2012	Droit public des affaires	Master I Droit public (30 h) Institut d'études judiciaires (10 h)
	Droit administratif général	Licence 2 Droit (82 h) Collège de droit (10 h)
	Institutions de l'Union européenne	Licence 2 Droit (24 h)
	Institutions administratives et juridictionnelles	Licence 1 Administration économique et social (24 h)

Encadrement de mémoires

2017-2018	<p>JULIENNE Camille, Les routes régionales, Mémoire de recherche, Master 2 droit public</p> <p>VALLIAMEE Maeva, L'application du droit de la concurrence aux propriétés publiques, Mémoire de recherche, Master 2 droit public</p> <p>COURTOIS Marie, La loi Léonetti et la fin de la vie, Mémoire de recherche, Master 1 Droit public</p>
2016-2017	<p>GOULAMALY Mickael, « La gestion par les autorités publiques des violences entourant les manifestations sportives et le respect des droits et des libertés fondamentaux des supporters », Mémoire de recherche, Master 1 Droit public.</p> <p>JULIENNE Camille, « La sécurité alimentaire dans l'Union européenne », Mémoire de recherche, Master 1 Droit public.</p> <p>BOYER Mérédith, Rapport de Stage (Commune de Saint Benoit, direction du développement</p> <p>ENCATASSAMY Jérémy, « Le contrôle de l'interventionnisme public économique local », Mémoire de recherche, Master 1 Droit public.</p> <p>PUCET Virginie, « Les sociétés publiques locales et le droit de l'Union européenne », Mémoire de recherche, Master 2 Droit public</p> <p>CADET Magalie, « La Police de la plage », Mémoire de recherche, Master 2 Droit public</p>
2014-2015	<p>LANGLOIS Cathy, « Réflexions autour de la délivrance des autorisations d'urbanisme », Rapport de stage de Master 1 Territoire Risque et Action publique, Université de la Réunion, 2015, 24 p. (sous la direction de Mme Béryl Sadoun)</p> <p>BANGUI Bilal, « Les marchés publics du Conseil départemental », Rapport de stage de Master 1 Territoire Risque et Action publique, Université de la Réunion, 2015, 40 p. (sous la direction de Fabien Grondin)</p>
2013-2014	<p>BAPIKI Danial, « La Société publique locale satisfait-elle aux besoins des collectivités territoriales de la Réunion ? », Mémoire de recherche de Master 2 Territoire Risque et Action publique, Université de la Réunion, 2014, 78 p.</p> <p>BAPIKI Danial, Rapport de stage de Master 2 Territoire Risque et Action publique, Université de la Réunion, 2014, 38 p. (Région Réunion, sous la direction de M. Sulliman Omarjee)</p> <p>ELLY Bénédicte, « Les collectivités territoriales et le monde associatif : un partenariat encadré qui s'inscrit dans une cohabitation fondée sur des relations ambiguës », Mémoire de recherche de Master 2 Territoire Risque et Action publique, Université de la Réunion, 2014, 42 p.</p> <p>OGNARD Élisabeth, « L'influence du droit de l'Union européenne sur le droit de la propriété des personnes publiques », Mémoire de recherche de Master 2 Territoire Risque et Action publique, Université de la Réunion, 2014, 59 p.</p> <p>OGNARD Élisabeth, Rapport de stage de Master 2 Territoire Risque et Action publique, Université de la Réunion, 2014, 35 p. (CIREST, sous la direction de Monsieur Steven Bamba)</p> <p>PANURGE Jean Nicolas, « Le critère de l'investisseur en économie de marché », Mémoire de recherche de Master 2 Territoire Risque et Action publique, Université de</p>

la Réunion, 2014, 57 p.

PANURGE Jean Nicolas, « Le cadre juridique de l'emploi des drones en matière de surveillance maritime », Rapport de stage de Master 2 Territoire Risque et Action publique, Université de la Réunion, 2014, 41 p. (Bureau de l'action de l'État en mer, sous la direction de l'enseigne de Vaisseau de 1^{ère} classe, Jérémy Drisch)

Activités de recherche

2018	<p>« La carence des pouvoirs publics dans l'adaptation au changement climatique : quels recours ? Etude de la responsabilité administrative », in Tabau A-S. (Dir.), <i>Quel droit pour l'adaptation des territoires aux changements climatiques ? L'expérience de l'île de La Réunion</i>, Confluence des droits, Coll. électronique en archive ouverte de l'UMR DICE, Vol. 4, 2018, p. 149.</p> <p>« L'action territoriale de l'Union européenne à la Réunion », in D. Blanc et J. Dupont-Lassalle, <i>L'Union européenne, modèle de puissance ou puissance modèle dans l'Océan indien</i>, Les Actes de la Revue du droit de l'Union européenne, 2018, p. 217.</p>
2017	<p>« Le relevé d'office et la protection du justiciable », <i>RDUE</i> 2/2017, p. 53.</p> <p>Europe, commentaires mensuels – 51 commentaires-</p>
2016	<p>Chronique de droit administratif, <i>RJOI</i> 23-2016, p. 51 à 185.</p> <p>« La carence des pouvoirs publics dans l'adaptation au changement climatique : quels recours ? Etude de la responsabilité administrative », colloque organisé par le CRJ (A-S. Tabau & A. Dameron), <i>L'adaptation aux changements climatiques de « bas en haut » : quelles traductions juridiques à La Réunion ?</i> 14 & 15 novembre 2016, Université de La Réunion, (contribution orale, rapport au ministère)</p> <p>« La scolarisation des enfants handicapés, bilan de la mise en œuvre de la loi du 10 février 2005 », Colloque à l'occasion des 10 ans de la loi du 10 février 2005, 12 mars 2015, <i>RDLF</i> 2016, chron. n° 23.</p> <p>Europe, commentaires mensuels -43 commentaires-</p>
2015	<p>« Le caractère attaquant de la décision d'ouverture de la procédure formelle d'examen de l'aide : quels critères ? » <i>Europe</i> n° 11, Novembre 2015, étude 8.</p> <p>« La scolarisation des enfants handicapés, bilan de la mise en œuvre de la loi du 10 février 2005 », Colloque à l'occasion des 10 ans de la loi du 10 février 2005, 12 mars 2015 (contribution orale)</p> <p>Europe, commentaires mensuels -42 commentaires-</p>
2014	<p>Europe, commentaires mensuels depuis Août 2014 - 17 commentaires-</p> <p>« Le relevé d'office et la protection du justiciable », Colloque organisé par le CRJ (J. Dupont-Lassalle), 19 novembre 2014 à l'occasion de l'anniversaire de l'arrêt <i>Costa</i> (contribution orale)</p> <p>« Questions juridiques autour du départ de la Course » à l'occasion de la Journée d'études sur le Grand Raid et le Droit, Aout 2015. (contribution orale)</p> <p>« Chronique de droit administratif », <i>RJOI</i> n° spécial « Jurisprudence locale » 2014, p. 93-169.</p>

	<p>Note sous TA Saint Denis de La Réunion, 2 décembre 2013, <i>Société Eiffage TP</i>, n° 1301216, 1301217 et CE, 5 mars 2014, <i>Société Eiffage TP</i>, n° 374048, <i>RJOI</i> 2014, numéro spécial jurisprudence, p. 97.</p> <p>Commentaire de la décision du Tribunal des conflits, 19 décembre 2013, <i>Epoux Panizzon contre Commune de Saint-Palais-sur-Mer</i>, <i>Annales de droit administratif</i>, sous la direction du Pr. Xavier Dupré de Boulois, 2015, Paris, Dalloz, p. 203.</p> <p>« Un désordre normatif à géométrie variable en droit administratif », Colloque « Le désordre normatif et la qualité de la norme », organisé le 20-21 mars 2014 à l'Université de La Réunion, dans le cadre de l'appel à projet lancé par la mission recherche Droit et justice et le Ministère de la justice et des libertés.</p>
2013	<p>« Chronique de droit administratif », <i>RJOI</i> 17-2013, p. 235-280.</p> <p>« La photographie d'une œuvre d'art, un élément immatériel du domaine public mobilier au service de sa valorisation », <i>LPA</i> 11 avril 2013, n° 73, p. 11.</p>
2012	<p>Direction et rédaction de commentaires dans la chronique de Droit administratif, <i>RJOI</i> 15/2012</p> <ul style="list-style-type: none"> - Note sous TA Saint Denis, 5 avril 2012, <i>M. Demissy</i>, <i>RJOI</i> 15/2012, p. 218. - Note sous TA Saint Denis, 15 avril 2011, <i>M. Hamiche</i>, <i>RJOI</i> 15/2012, p. 221. - Note sous TA Saint Denis, 5 avril 2012, <i>Mme Bois contre Centre communal d'action sociale de Saint-Joseph</i>, <i>RJOI</i> 15/2012, p. 223. - Note sous Conseil d'État, 11 juin 2012, <i>Commune de l'Étang salé</i>, <i>RJOI</i> 15/2012, p. 235. <p>Publication de la thèse « Le recours en carence en droit de l'Union européenne » chez Bruylant en avril 2012</p> <p>Membre du projet de recherche sur « Le désordre normatif et la qualité de la norme », projet soutenu par la Mission Droit et Justice, porté par le Centre de Recherche Juridique sous la direction du Pr. Marteau-Lamarche.</p> <p>Direction de la chronique de droit administratif, <i>RJOI</i> 13/2011, p. 187 à 220.</p>
2011	<p>« Les juges constitutionnels face au Traité de Lisbonne, contribution à l'étude comparée des décisions des Cours constitutionnelles française, allemande et tchèque », <i>Annuaire international de justice constitutionnelle</i>, XXVI-2011, Études, p. 43.</p> <p>« La mise en cause de la responsabilité de l'État du fait des lois, ultime rebondissement dans le contentieux du contrat « nouvelles embauches » », <i>AJDA</i> 16/2011, p. 912.</p>
2010	<p>« Le statut du commissaire du gouvernement dans la phase judiciaire de l'expropriation pour cause d'utilité publique : une institution à la croisée des chemins », <i>RFDA</i> 2/2010, p. 345.</p> <p>Note sous CAA Bordeaux, 20 janvier 2009, <i>Centre hospitalier départemental</i>, in G. KALFLECHE (dir.), Chronique « Contentieux administratif », <i>Revue juridique de l'Océan indien</i> 2010, n° 10, p. 248.</p> <p>Note sous Conseil d'État, 26 juin 2009, <i>Coopérative agricole d'approvisionnement des Aviron</i>, in G. KALFLECHE (dir.), Chronique « Contentieux administratif », <i>RJOI</i> 2010, n°10, p. 257.</p>
2009	<p>« Retour sur le relevé d'office des moyens tirés du droit communautaire : bilan au</p>

2008	lendemain de l'arrêt Heemskerk », <i>Europe</i> n° 7, Juillet 2009, étude 7.
	<i>Le recours en carence en droit de l'Union européenne</i> , Th. Université de la Réunion, 2008, 642 p.
	Note sous CAA Bordeaux, 2 octobre 2007, <i>Société Armas Pêche, Société Comata, Société Pêche avenir</i> , in G. KALFLECHE (dir.), Chronique « Contentieux administratif », <i>Revue juridique de l'Océan indien</i> 2008, n° 8, p. 270.
	Note sous CAA Bordeaux, 21 mars 2008, <i>Communauté d'agglomération du territoire de la Côte Ouest</i> , in G. KALFLECHE (dir.), Chronique « Contentieux administratif », <i>Revue juridique de l'Océan indien</i> 2008, n° 8, p. 278.

Activités extra-universitaires

<i>Juin-juillet 2015</i>	Participation à des jurys de BTS
	Participation au jury du concours d'attaché principal organisé par le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Réunion
<i>Octobre 2012</i>	Présidence de Jury de Baccalauréat professionnel VAE Session 2012 (Esthétique-Cosmétique-Parfumerie)
<i>Juin 2012</i>	Participation au jury du concours d'attaché principal organisé par le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Réunion.